

### SÉNATORIALES 2023

# Démarrage de la campagne électorale

La campagne pour les élections sénatoriales a démarré, le 4 août, sur l'ensemble du territoire national. Plus d'une centaine de candidats toutes obédiences politiques et les indé-

pendants confondus ont deux semaines pour convaincre les élus locaux. Parmi la vingtaine de formations politiques qui participe à ce scrutin, le Parti congolais du travail vient

en tête avec cinquante-cinq candidats sur soixante-douze sièges à pourvoir. Il est suivi des postulants indépendants qui sont près d'une trentaine.

Page 2

### SECTEUR POSTAL

## La traque des opérateurs illégaux

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques a lancé, le 31 juillet, à Brazzaville une opération de contrôle de régularité auprès des opérateurs postaux privés dont nombreux exercent dans l'illégalité. A cet effet, elle a mis en place une Task force constituée de ses agents et de la police administrative pour les contraindre à se conformer au cahier des charges afin de rendre le secteur postal fort et dynamique.

Page 3

La visite des contrôleurs dans une agence à Brazzaville



### FIED

## Promouvoir l'égalité entre les sexes



La Première dame avec la ministre des PME au lancement de la campagne "Tous égaux"

L'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, a lancé à Brazzaville, en sa qualité de marraine de la 12<sup>e</sup> édition du Forum international des femmes entrepreneurs et dynamiques (Fied), la campagne «Tous égaux» qui vise à promouvoir l'égalité entre les sexes. Cette campagne s'appuie sur quatre piliers, à savoir l'éducation, l'autonomisation des femmes, la santé et les violences basées sur le sexe.

Page 9

### JEUX DE LA FRANCOPHONIE

## Le Congo remporte la médaille d'argent en photographie

Le Congolais Ralff Lhyliann Therance a remporté la médaille d'argent en photographie à la neuvième édition des Jeux de la Francophonie qui se déroulent à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC). Il s'est distingué parmi les photographes venus de quatorze pays francophones. La médaille lui a été remise en présence de la ministre de la Culture, Arts et Patrimoine de la RDC, Catherine Kathungu Furaha.



### ÉDITORIAL

## Sénatoriales

Page 2



## ÉDITORIAL

## Sénatoriales

Vendredi dernier la campagne électorale en vue des sénatoriales du 25 août a été lancée sur l'ensemble du territoire congolais. Tout compte fait, un peu plus d'une centaine de postulants se disputent les soixante-douze sièges en jeu.

Les candidats présentés par leurs partis politiques comme les prétendants jouissant de la qualité d'indépendant confient maintenant leur sort aux élus locaux dans l'espoir, s'ils sont élus, pour les « anciens » de prolonger encore quelques années leur séjour et pour les nouveaux de commencer un mandat au sein de la chambre haute du Parlement.

Consultations sans grands enjeux au regard de la position dominante de la majorité présidentielle et de son parti dominant, le Parti congolais du travail, ces rendez-vous électoraux ne manqueront pas de suspense quand on songe aux surprises qui peuvent subvenir, globalement, pour tous les candidats pris individuellement.

Déjà, lors des séances d'investiture, les états-majors politiques ont géré quelques hausses de tension à la suite d'arbitrages mal digérés par certains. Il n'est donc pas exclu que l'on revive de tels épisodes au long du processus dans la mesure où une élection n'est gagnée qu'une fois les résultats définitifs proclamés.

Cette réflexion vaut aussi pour les postes qui seront attribués à la fin du cycle électoral en cours. Pour les uns et les autres savoir garder les pieds sur terre sera un geste de sagesse. En d'autres termes, ne pas vendre la peau de l'ours avant d'être certain de l'avoir dans son escarcelle.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## SÉNATORIALES 2023

## Début de la campagne électorale

La campagne pour les élections sénatoriales a démarré le 4 août sur l'ensemble du territoire national.



Plus de cent candidats toutes obédiences politiques confondues ainsi que les indépendants sont en lice pour ce scrutin aux suffrages universels indirects dont l'enjeu est de renouveler le mandat des sénateurs. Pendant deux semaines, les postulants seront sur le terrain pour tenter de convaincre les élus locaux.

Parmi la vingtaine de formations politiques qui participe à ce scrutin, le Parti congolais du travail (PCT) vient en tête avec cinquante-cinq candidats sur soixante-douze sièges à pourvoir. Disposant de 650 conseillers locaux sur les 1154, soit 56,32%, le parti socle de la majorité présidentielle pourrait consolider sa position au niveau de la chambre haute du Parlement où il a actuellement quarante-quatre sénateurs.

L'Union des démocrates humanistes (UDH- Yuki), formation politique de l'opposition, qui dispose de sept élus à l'Assemblée nationale a positionné six candidats aux présentes sénatoriales dont deux à

Brazzaville et quatre dans le département du Pool. Le Parti républicain et libéral (PRL) a, pour sa part, investi quatre candidats. Le Mouvement action et renouveau (MAR), le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS), le Parti pour l'unité et la République (Club-2002 PUR) sont aussi dans la course avec deux candidats chacun.

D'autres partis politiques ont positionné également des candidats. Il s'agit du Parti pour l'unité la liberté et le progrès (PULP) ; le Rassemblement citoyen (RC) ; la Dynamique républicaine pour le développement (DRD) ; l'Union pour la République (UR) ; l'Union pour la démocratie et la République (UDR-Mwindu) et le Parti pour la concorde et l'action politique (PCAP).

S'agissant des candidats indépendants, ils sont une trentaine dans la course. Le Niari est l'unique département qui a présenté plus de candidats, dix-huit au total.

*Firmin Oyé et Jean Jacques Koumba*

**Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)**  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

**Direction des rédactions :** Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

**Rédaction en chef :** Guy-Gervais Kitina,  
**Rédacteurs en chef délégués :** Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
**Grand reporter :** Nestor N'Gampoula  
**Service Société :** Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique :** Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumba, Firmin Oyé  
**Service Économie :** Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
**Service Afrique/Monde :** Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
**Service Culture et arts :** Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
**Service Sport :** James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

**Rédacteur en chef délégué :** Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

**Chef d'agence :** Victor Dosseh  
**Rédacteur en chef :** Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

**Direction de l'Agence :** Ange Pongault  
**Chef d'agence :** Nana Londole  
**Rédacteur en chef :** Jules Tambwe Itagali  
**Coordonnateur :** Alain Diasso  
**Rédaction :** Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
**Chef de service :** Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

**Chef de service PAO :** Eudes Banzouzi  
**Chef de service :** Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

**Direction :** Bénédicte de Capèle

**Adjoint à la direction :** Christian Balende  
**Rédaction :** Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

**Direction :** Ange Pongault  
**Adjoint à la direction :** Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

**Coordination, Relations publiques :** Mildred Moukenga  
**Chef de service publicité :** Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
**Chef de service diffusion :** Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

**Direction :** Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

**Direction :** Gérard Ebami Sala  
**Adjoint à la direction :** Elvy Bombete  
**Coordonnateur :**  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

**Direction :** Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
**Directeur adjoint :** Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**Responsable :** Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

**Responsable :** Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

**Direction :** Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

**Président :** Jean-Paul Pigasse  
**Directrice générale :** Bénédicte de Capèle  
**Secrétaire général :** Ange Pongault

\* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : [contact@inc-sa.com](mailto:contact@inc-sa.com), site Internet [www.inc-sa.com](http://www.inc-sa.com)



## SECTEUR POSTAL

# L'ARPCE traque les opérateurs illégaux

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) a lancé, depuis le 31 juillet, à Brazzaville, une opération de contrôle de régularité auprès des opérateurs postaux privés. Les premiers résultats de l'enquête montrent que nombreux opérateurs exercent sans autorisations conformes, en toute impunité.

Pour mener à bien la mission de contrôle de régularité, le régulateur ARPCE a mis en place une Taskforce constituée des agents internes et de la Police administrative. Aucune des treize sociétés contrôlées n'a présenté des pièces administratives légales, d'après l'ARPCE qui a sommé ces opérateurs privés de se mettre en règle sous peine de mise en demeure.

Le message d'avertissement du régulateur est clair et l'ARPCE semble déterminée à assainir le secteur. « Nous constatons que malgré les efforts de communication de l'ARPCE vis-à-vis de ces opérateurs postaux, ces derniers ne se sont toujours pas mis en règle. Pire encore, ils continuent d'exercer dans l'irrégularité, en toute conscience. D'un côté, ce sont des opérateurs qui n'ont jamais demandé d'autorisation, de l'autre ce sont des opérateurs qui n'ont daigné renouveler leurs autorisations d'exercer », a fustigé Solange Gatera, la cheffe de service autres prestataires à l'ARPCE, ayant conduit l'équipe de la Taskforce.

La mission de contrôle qui se veut une campagne de sensibilisation devra se poursuivre



La visite des contrôleurs dans une agence, à Brazzaville/Adiac

à Pointe-Noire. L'opération est censée sensibiliser les opérateurs postaux à la réglementation en vigueur en matière postale. Le but de la taskforce, selon le directeur

des Affaires juridiques et internationales de l'ARPCE, Jean Célestin Endoké, est de protéger les usagers des opérateurs illégaux. L'objectif est de rendre notre secteur postal

aussi fort et dynamique que le sont les communications électroniques. Les opérateurs, suivant le cahier des charges qui a été remis à chacun à la suite de l'autorisation, sont

**« L'objectif est de rendre notre secteur postal aussi fort et dynamique que le sont les communications électroniques. Les opérateurs, suivant le cahier des charges qui a été remis à chacun à la suite de l'autorisation, sont tenus de servir au mieux les usagers. Servir au mieux pour nous c'est avoir les préalables requis pour l'exercice de l'activité postale : avoir un siège social, un entrepôt, etc. »**

tenus de servir au mieux les usagers. Servir au mieux pour nous c'est avoir les préalables requis pour l'exercice de l'activité postale : avoir un siège social, un entrepôt, etc. », a prétendu Jean Célestin Endoké.

Malgré la réglementation et les récentes réformes engagées, le secteur postal au Congo reste précaire. Les enquêtes réalisées ont fait état de ce que la plupart des entreprises, établissements et particuliers exercent des activités postales sans autorisation préalable du régulateur, et des avertissements lancés par celui-ci n'ont jamais été suivis par les opérateurs postaux.

Libéralisé à partir de 1987, le marché postal congolais a enregistré plusieurs sociétés embryonnaires. Des 111 établissements postaux que comptait le marché avant la guerre civile de 1997, il n'en reste plus que 45 qui sont fonctionnels, parmi lesquels 18 à Brazzaville et 7 à Pointe-Noire. L'unique opérateur public, la Sopéco, ne dispose plus que d'un réseau constitué de 37 bureaux de poste, essentiellement concentrés dans les grandes villes du pays.

Fiacre Kombo

## LE FAIT DU JOUR

## Afrique de l'Ouest : embrasement prévisible?

La dernière fois que les forces armées ouest-africaines ont été impliquées dans une mission de rétablissement de l'ordre public, et variablement de maintien de la paix dans la sous-région, remonte à bien longtemps. A partir de 1989, puis de 1991, le Libéria et la Sierra Leone ont plongé dans les pires violences de leur histoire suite à l'irruption de milices armées sur la scène politique de ces pays. Les deux guerres civiles atroces qui s'en suivirent firent des centaines de morts et des milliers de déplacés.

Au moment où nous produisons ce texte la tension est à son comble entre les militaires qui ont destitué le président Mohamed Bazoum et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Depuis le 26 juillet, le chef de l'Etat, une partie de sa famille et certains de ses collaborateurs sont retenus prisonniers, les appels à leur libération émanant de la sous-région et de l'extérieur ne semblent pas pro-

duire leur effet.

A la suite du putsch, la CEDEAO a prononcé de lourdes sanctions à l'encontre de Niamey, avant de promettre d'intervenir militairement sous-huitaine si les putschistes n'entendaient pas raison. Passent les sanctions sur lesquelles les avis restent partagés, y compris au sein même de la communauté régionale, le hic réside dans la menace d'envoyer les forces ouest-africaines déloger les hommes du général Abdourahamane Tiani, passé en quelques heures du statut de chef de la sécurité du président de la République élu, à celui de l'homme fort du Niger.

Est-on sur le point d'assister à un affrontement entre les militaires nigériens et leurs « cousins » des pays alentour éventuellement revêtus du casque blanc sous lequel s'identifièrent ceux partis au secours du Libéria et de la Sierra Leone il y a quelques décennies ? Quelles en seront les conséquences pour le Niger

et au-delà. C'est sur ces questions non exhaustives que réfléchissent les partisans d'un recours à la force et les optimistes qui espèrent un dénouement pacifique de l'imbroglio.

A la différence des expéditions rappelées plus haut, la situation au Niger est plutôt globalement calme. Sur le terrain, il n'y a pas de forces qui se disputent le pouvoir au risque d'exposer les populations civiles aux exactions. Comme s'ils assuraient garder le contrôle de leur pays, les putschistes ont levé le couvre-feu décrété quelques heures après leur coup de force et accélèrent la nomination de proches aux postes sensibles des forces de défense et de sécurité. A l'étranger, les ambassadeurs au Nigeria, au Togo et en France sont limogés.

Dans le même temps, les médias nigériens diffusent à longueur de journée des communiqués de soutien au mouvement du 26 juillet, le fameux Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), tandis que des

jeunes impliqués dans ces revendications, ainsi que des soldats à la retraite se disent prêts à combattre en cas de besoin. On a l'impression que toute la société nigérienne est vent debout contre une éventuelle intervention militaire extérieure.

Si l'on ajoute à ces déclarations plus ou moins tapageuses, celles plus solennelles des autorités de transition du Mali, du Burkina Faso et de Guinée (Ceci expliquant cela) qui considèrent une intervention militaire sous mandat de la CEDEAO au Niger comme une déclaration de guerre devant laquelle Bamako, Ouagadougou, Conakry tireront les conséquences voulues, peut-être donc que la voix de la sagesse commandera la retenue.

Au final, que la CEDEAO envoie ses troupes traquer les putschistes nigériens ou pas, la question de la stabilité des institutions issues du suffrage universel reste entière sur le continent. Il faut y réfléchir sereinement et globalement.

Gankama N'Siah



## NAVIGATION INTÉRIEURE

# Un échange sur les difficultés financières de la Cicos

Le président du comité des ministres de la Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos), le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, s'est entretenu, le 4 août, à Brazzaville avec Marie Thérèse Itongo, secrétaire générale, au sujet des difficultés financières rencontrées par l'institution africaine chargée de la navigation intérieure.

Les deux personnalités ont débattu des dossiers de fonctionnement de la Cicos, notamment du budget prévisionnel pour l'opérationnalisation des directions restantes, du plan de mise en œuvre du programme d'activité ainsi que des dettes des pays membres.

« Comme toutes structures, la nôtre rencontre des complications financières et le président du comité des ministres nous a fait des propositions de solution. Après cette séance, nous allons nous mettre au travail et lui fournir des documents demandés », a indiqué Marie Thérèse Itongo.

Outre les dettes des six pays membres de la Cicos, le président du comité des ministres et la secrétaire générale ont évoqué aussi le dossier de la réforme institutionnelle de la Cicos, l'adhésion des autres Etats non membres de la Cémac qui veulent intégrer l'institution, préalable à la programmation des visites de travail dans ces pays.

« Il suffit simplement que les pays membres du Bassin du Congo fassent la demande, nous les accepterons comme



poignée de mains symbolique entre le ministre Emile Ouosso et Marie Thérèse Itongo/Adiac la Zambie n'est qu'un membre observateur. Nous demandons aux pays de respecter leurs engagements », a expliqué la secrétaire générale de la Cicos. La Cicos avec l'appui de la coo-

pération allemande a créé l'école régionale de formation en navigation intérieure en 2007, afin de former un personnel navigant et administratif capable de répondre aux défis de la navigation intérieure dans le Bassin du Congo.

La création de cette école a été motivée par plusieurs raisons, entre autres, le grand nombre de personnel sans formation spécialisée, le vieillissement de l'équipage qualifié et le manque de formation des équipes administratives. Ces manquements sont à l'origine du retard accumulé par le secteur du transport fluvial du Congo qui demeure bien en deçà de son potentiel.

La secrétaire générale de la Cicos a réaffirmé que « cette école forme les matelots, capitaines et autres personnels navigants. Mais la contribution des Etats fera en sorte que cette école prenne un rayonnement véritablement sous-régional ». Rappelons que les objectifs de la Cicos se résument à la promotion de la navigation intérieure, la gestion intégrée des ressources en eau et la gouvernance.

Fortuné Ibara

**« Cette école forme les matelots, capitaines et autres personnels navigants. Mais la contribution des Etats fera en sorte que cette école prenne un rayonnement véritablement sous-régional ».**



MINISTRE DES POSTES, DESTÉLECOMMUNICATIONS ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE (PATN)



AMI n° 19/MPTEN/PATN-UCP/23

## RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR RENFORCER LES FONCTIONS DE L'AGENCE DE REGULATION DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (ARPCE) ET DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (ADEN) DANS LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET ET LA GESTION DU DOMAINE NATIONAL « .CG » ET DES MESURES DE MISE EN ŒUVRE SELECTIONNEES

1-Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour la mise en œuvre du « Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « cabinet pour l'assistance technique pour renforcer les fonctions de l'agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) et de l'agence de développement de l'économie numérique (ADEN) dans la gouvernance de l'internet et la gestion du domaine national « .cg » et des mesures de mise en œuvre sélectionnées ».

### 2-Objectif :

L'objectif principal de la mission est d'assister le Gouvernement congolais à renforcer les fonctions de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) et de l'Agence de développement de l'économie numérique (ADEN) dans la gouvernance de l'internet et la gestion du domaine national « .cg ».

Les objectifs spécifiques de la mission sont les suivants :

- Réaliser un état de lieu de l'existant (documentation, gestion, RH, ...);
- Aider l'ARPCE et l'ADEN à mettre en place et animer une plateforme réunissant les acteurs du secteur;

- Aider l'ARPCE et l'ADEN à préparer le dossier technique du .CG à soumettre à l'IANA;
- Accompagner l'ARPCE et l'ADEN dans l'ouverture du ticket auprès de l'IANA;
- Aider l'ARPCE et l'ADEN dans la relance d'application des accords avec DNSAFRICA;
- Formuler les recommandations à l'endroit de l'ARPCE et l'ADEN dans le cadre du processus de rapatriement des données du .CG de DNSAFRICA vers l'infrastructure basée au Congo;
- Proposer les domaines d'amélioration et les meilleures pratiques internationales en matière d'infrastructures ccTLD (exploitation, gouvernance de l'internet, ...);
- Elaborer un plan de formation et de transfert de compétence;
- Proposer des outils de suivi et d'évaluation des recommandations.

3-Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de solliciter des consultants pour faire partie de la liste restreinte en vue de la consultation relative à la mission.

4-L'Unité de coordination du projet, invite les candidats éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les firmes peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Les consultants doivent fournir les informations ci-après : (i) les qualifications générales et expérience du cabinet dans le domaine, les missions similaires (références de l'exécution de contrats

analogues, et) ii) les références des clients bénéficiaires des prestations décrites, appuyer par des attestations. Le cabinet sera recruté par la méthode fondée sur la qualité et le coût (SQFC).

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de ladite mission, tous les jours ouvrables de 08 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

### 5-Profil du cabinet

La mission sera confiée à une Firme (un cabinet de consultant(s) ou un consortium) ayant une expérience attestée dans le domaine de la gouvernance Internet et des noms domaine. La Firme (Consultant) doit avoir réalisé avec succès au moins deux (02) projets similaires dans le domaine au cours des cinq (05) dernières années.

### 6-Durée et lieu de la mission

La mission est prévue pour une durée de trois (3) mois à compter de la date de démarrage de la mission. Le lieu de travail du consultant (firme) est Brazzaville, République du Congo.

### 7. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé en novembre

2017, août 2018 et novembre 2020.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou doivent être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 05 août 2023 à 16 h 00 et porter clairement la mention « cabinet pour évaluer l'offre et la demande existante en matière de formation aux compétences numériques, et de formulation de recommandations à l'intention du MPTEN ».

Bureau Passation de Marchés  
A l'attention du Coordonnateur  
Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN). Unité de Coordination  
Adresse : 254, avenue Prosper GANDZION, à côté de l'ambassade du Rwanda arrondissement 3 Poto-Poto Centre-ville Brazzaville, République du Congo  
Téléphone : (+242) 05 079 21 21  
Adresses électroniques :  
patncongo@gmail.com ;  
marchespatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

**Francis SECK MANGOUANI**



## SANTÉ PUBLIQUE

# La maternité d'Ewo ouvre ses portes

Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a réceptionné les clés de la maternité de l'hôpital de base d'Ewo, dans le département de la Cuvette ouest, des mains de son collègue ministre en charge de la Justice, Aimé Ange Wilfrid Bininga, qui a construit et équipé la structure sanitaire en sa qualité de député de la circonscription.

La maternité de l'hôpital de base d'Ewo qui vient de sortir de terre est composée d'un bloc d'accouchement et d'opération, des salles d'hospitalisation, de soins, de stérilisation, un laboratoire, des bureaux administratifs... L'œuvre est visiblement la réalisation d'une promesse de campagne qui n'est pas restée lettre morte. « Nous avons pris l'engagement de faire en sorte que la femme qui accouche le fasse dans des meilleures conditions », a expliqué le ministre Aimé Ange Wilfrid Bininga, qui est par ailleurs député d'Ewo. Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a abondé dans le même sens en voyant en cette maternité une œuvre qui va aider à réduire le taux de mortalité maternelle et néo-natale en offrant non seulement les meilleures



la façade principale de la maternité de l'hôpital d'Ewo-DR

**« Nous avons pris l'engagement de faire en sorte que la femme qui accouche le fasse dans des meilleures conditions »**

conditions d'accouchement mais aussi de suivi des nouveau-nés. « Il s'agit d'une œuvre qui traduit la matérialisation du concept de «Santé pour tous» sur lequel le gouvernement travaille pour rapprocher les soins de santé de qualité de la population sur toute l'étendue du territoire national », a-t-il fait savoir.

Au nom de la population d'Ewo, le maire de la commune, Simplicie Kandza, a salué l'initiative qui répond aux attentes sanitaires. Le personnel soignant et administratif de l'hôpital ont fait autant en soulignant que l'amélioration des conditions de travail au sein de la nouvelle maternité va soulager les peines des malades, en l'occurrence, les femmes enceintes et les nouveau-nés.

Rominique Makaya

## Enquête comportementale et sérologique

L'enquête comportementale couplée à la sérologie chez les populations clés et les minorités du genre a été lancée le 4 août, à Brazzaville, par le directeur général des soins, Henri Germain Monabeka.

L'objectif est de contribuer à la réduction de nouvelles infections chez les populations les plus exposées au risque d'infection à VIH chez les professionnelles du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes et les personnes privées de liberté.

L'enquête concerne les villes de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Ouesso et Pokola. Le choix porté sur ces localités s'explique par le taux élevé des populations clés et les minorités du genre.

L'opération est réalisée par le gouvernement à travers le Conseil national de lutte contre le sida, les maladies sexuellement transmissibles et les épidémies, avec l'appui technique et financier du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

L'étude est la troisième du genre après celle de 2012 et 2018. La première avait permis d'établir les données de base sur les séroprévalences des professionnelles du sexe (7,5%), des hommes ayant des rapports avec les hommes (26,1%) et autres (8,3%).

La deuxième étude a montré les données de séroprévalence de 8,1% chez les professionnels de sexe, homme ayant

des rapports sexuels entre les hommes 41,2%.

Henri Germain Monabeka a déploré dans son allocution la situation épidémiologique du sida au Congo. Selon les estimations de l'Onusida, 130000 personnes vivent avec le VIH pour un taux de prévalence de 3,8% chez les populations de 15 à 49 ans.

La prévalence du VIH dans la population générale est en particulier chez les populations clés. La vision de riposte au sida s'inscrit dans cadre de la politique nationale de santé 2018-2030 qui vise un système de santé performant résilient et à même de garantir l'accès universel à des services de santé de qualité et un état de santé optimal pour soutenir durablement la croissance et développement du pays.

Le coordonnateur du projet au Pnud, Hugues Asken Traoré, a invité chaque citoyen à contribuer afin de mettre fin à l'épidémie du VIH/Sida. L'implication de la communauté entière conduira à la réduction de nouvelles infections VIH parmi les populations les plus vulnérables, à la mise sous traitement antirétroviraux d'au moins 95% des patients séropositifs à zéro discrimination chez les patients vivant avec le VIH et les populations clés.

Le chargé de programmes au

Conseil national de lutte contre le sida et les épidémies, Axel Ngatsé a, pour sa part, présenté le déroulement de l'enquête IBBS sur le VIH/Sida.

L'étude regardera le volet biologique et comportemental du VIH dans ces départements. Elle cible les personnes clés parmi lesquelles les homosexuels, les professionnelles de sexe, les usagers de la drogue injectable et des personnes carcérales. Cette campagne va faire une analyse statistique pour avoir les statistiques sur le VIH, l'hépatite B ou C, la syphilis ainsi que le volet comportemental et qualitatif attrait à l'usage ou non du préservatif. « Les deux volets sont complémentaires et permettent de comprendre la dynamique du VIH sur la population en vue de mieux orienter les actions sur les activités du VIH ».

En ce qui concerne les trois phases de l'enquête, notamment celle d'exploratoire, précise-t-il, elle consistera à rencontrer les autorités, des personnes clés ainsi que la phase de faisabilité.

La deuxième phase concerne la cartographie pour identifier ces personnes dans les localités et la troisième recueillir les données de l'enquête pour estimer le taux de prévalence.

Lydie Gisèle Oka

## NIGER/SAHEL

### L'incertitude sur la présence militaire occidentale après le coup d'Etat

La France et les États-Unis sont confrontés à des certitudes concernant leurs opérations et leurs bases dans la région.

La présence militaire des alliés occidentaux au Niger est confrontée à des défis sans précédent, à la suite du coup d'État militaire survenu la semaine dernière dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. La France, qui s'est repliée sur le Niger après les coups d'État au Mali et au Burkina Faso, et les États-Unis, qui ont construit leur plus grande base de drones au Niger, sont maintenant confrontés à certains risques dans la région du Sahel. Le 26 juillet, un groupe de soldats se présentant comme le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie a fait une déclaration à la télévision d'État nigérienne, peu après avoir arrêté le président Mohamed Bazoum, déclarant qu'ils avaient pris cette mesure en raison de la «détérioration de la situation sécuritaire et de la mauvaise gouvernance».

Mohamed Bazoum a été élu en 2021, dans le cadre de la première transition démocratique que le Niger ait connue depuis que le pays s'est affranchi de la domination coloniale française en 1960. La France, qui a mis fin l'année dernière au Mali à son opération Barkhane, une mission antiterroriste de dix ans dans la région du Sahel, continue de se servir de la base aérienne 101 de Niamey comme d'une plateforme pour ses opérations. Située près de l'aéroport international Diori Hamani, dans la capitale Niamey, la base aérienne 101 sert de base de mission conjointe pour les forces américaines et françaises.

La base, où sont stationnés environ 800 soldats américains et 1 500 soldats français, accueille également du personnel de pays de l'UE pour des missions de formation militaire et civile. La base aérienne 101 exploite une large gamme d'aéronefs, dont huit avions de chasse Mirage 2000D, quatre drones armés MQ-9 Reaper, un avion de ravitaillement Boeing C-135FR, un avion de transport militaire Lockheed C-130 Hercules, des hélicoptères d'attaque Eurocopter Tigre et des hélicoptères militaires NH90 de NH Industries.

Noël Ndong





AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

### CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L11 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo  
Brazzaville



**Vendeur :** Ambassade de France en République du Congo

**Modalité de présentation des offres :** Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

**Renseignements et visites :** Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade  
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00  
Secretariat : 06 511 88 47  
06 704 88 84  
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.  
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

**Date limite de réception des candidatures :** 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

### CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L12 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo  
Brazzaville



**Vendeur :** Ambassade de France en République du Congo

**Modalité de présentation des offres :** Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

**Renseignements et visites :** Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade  
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00  
Secretariat : 06 511 88 47  
06 704 88 84  
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.  
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

**Date limite de réception des candidatures :** 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

### CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L17 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo  
Brazzaville



**Vendeur :** Ambassade de France en République du Congo

**Modalité de présentation des offres :** Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

**Renseignements et visites :** Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade  
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00  
Secretariat : 06 511 88 47  
06 704 88 84  
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.  
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

**Date limite de réception des candidatures :** 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

### CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L18 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo  
Brazzaville



**Vendeur :** Ambassade de France en République du Congo

**Modalité de présentation des offres :** Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

**Renseignements et visites :** Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade  
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00  
Secretariat : 06 511 88 47  
06 704 88 84  
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.  
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

**Date limite de réception des candidatures :** 4 août 2023 à 12h00



## JOURNÉES MONDIALES DE LA JEUNESSE

## Le pape rappelle «l'urgence dramatique» du défi climatique

Le pape François a rappelé jeudi, devant des jeunes, «l'urgence dramatique» du réchauffement climatique, plaidant pour une «écologie intégrale» au deuxième jour de sa visite à Lisbonne pour les Journées mondiales de la Jeunesse (JMJ).

«Nous devons reconnaître l'urgence dramatique de prendre soin de la maison commune. Cependant, cela ne peut se faire sans (...) un changement de la vision anthropologique qui est à la base de l'économie et de la politique», a déclaré le jésuite argentin lors d'une rencontre devant des étudiants à l'université catholique de Lisbonne.

«On ne peut se contenter de simples mesures palliatives ou de compromis timides et ambigus», a insisté le pape de 86 ans après avoir entendu des témoignages de jeunes dans cet établissement fondé en 1967 et présidé par les jésuites.

François a de nouveau défendu à cette occasion le concept d'«écologie intégrale», un marqueur fort de son pontificat développé dans son encyclique Laudato Si' (2015) consacrée à l'environnement, liant écologie et justice sociale et intégrant étroitement les êtres humains à la nature.

«Nous avons besoin d'une écologie intégrale, d'écouter la souffrance de la planète en même



temps que celle des pauvres ; de mettre le drame de la désertification en parallèle avec celui des réfugiés ; le thème des migrations avec celui de la dénatalité», a-t-il plaidé.

«Pas des polarisations, mais des visions d'ensemble», a ajouté le pape lors d'une intervention à laquelle ont assisté 6.500 personnes selon les autorités locales. Suite à sa visite à l'université ca-

tholique, il s'est rendu en fin de matinée à Cascais, emblématique station balnéaire située à une trentaine de km à l'ouest de Lisbonne, où il a rencontré des jeunes du réseau éducatif inter-

national Scholas Occurrentes. Le chef spirituel des 1,3 milliard de catholiques est arrivé mercredi à Lisbonne pour une visite de cinq jours à l'occasion de cette semaine de rendez-vous festifs, culturels et spirituels, en présence de centaines de milliers de jeunes de tous les continents.

Après une première journée consacrée aux autorités portugaises et au clergé local, il présidera jeudi après-midi une cérémonie dans un parc du centre-ville avec l'ensemble des pèlerins.

Après Rio de Janeiro (2013), Cracovie (2016) et Panama (2019), il s'agit des quatrièmes JMJ pour François, dont la santé apparaît de plus en plus fragile. Hospitalisé trois fois depuis 2021, il se déplace désormais en fauteuil roulant ou appuyé à une canne.

Créé en 1986 par Jean Paul II, les JMJ constituent le plus grand rassemblement catholique au monde et s'articulent autour de nombreux rendez-vous (concerts, temps spirituels, conférences, débats...).

## La Turquie renonce à accueillir la COP16 sur la biodiversité en 2024

La Turquie a renoncé à accueillir la COP16, le grand sommet international sur la biodiversité qui devait s'y tenir en 2024, en raison des tremblements de terre qui ont frappé le pays, a annoncé l'ONU.

La Turquie a décidé de renoncer à «accueillir et présider» ce rendez-vous «en raison d'une situation de force majeure créée par les trois tremblements de terre destructeurs qui ont eu lieu en février 2023», écrit le secrétaire de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) dans une lettre aux parties datée du 31 juillet. La CDB en appelle aux pays volontaires pour accueillir l'événement - aux mêmes dates (21 octobre-1er novembre 2024) ou à d'autres dates proches - à se manifester «dès que possible». Ces COP consacrées à la biodiversité se tiennent tous les deux ans, à la différence des COP sur le climat qui sont annuelles. La dernière édition, qui devait initialement se tenir en Chine en 2020, avait été repoussée en raison de la Covid-19 et avait finalement eu lieu en décembre 2022 à Montréal.

Cette édition avait débouché sur un accord historique, les pays du monde entier s'étant mis d'accord sur une feuille de route visant notamment à protéger 30% de la planète d'ici 2030.

## NIGER

# Des milliers de proputschistes manifestent dans plusieurs villes

Des milliers de personnes ont manifesté dans le calme jeudi à Niamey et dans plusieurs autres villes du Niger en soutien au coup d'Etat qui a renversé le président élu Mohamed Bazoum, séquestré depuis huit jours et dont le président américain a exigé la libération immédiate.

A Niamey, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées jeudi sur la place de la Concertation, avant de se disperser sans incident à la mi-journée. Ils sont venus à l'appel du M62, une coalition d'organisations de la société civile «souverainistes», le jour de la fête des 63 ans de l'indépendance du Niger de la France, ex-puissance coloniale qui y dispose de quelque 1.500 soldats pour aider à combattre les groupes armés jihadistes qui sévissent dans ce pays. «A bas la France», «Vive la Russie, vive Poutine», scandaient notamment les manifestants.

Les accès à l'ambassade française et à d'autres chancelleries proches étaient bloqués par les forces de l'ordre nigériennes. Avant la manifestation, Paris avait rappelé «que la sécurité des emprises et des personnels diplomatiques sont des obligations au titre du droit international». Des incidents dimanche, lors d'une manifestation devant l'ambassade de France ont entraîné l'évacuation de plus de 500 Français. Plusieurs milliers de personnes sont également descendues dans les rues d'Agadez, principale ville du nord du pays, à l'appel de la société civile.

Selon des sources locales et des images de la télévision publique, des manifestations similaires ont eu lieu à Tillabéri, ville de l'ouest au coeur d'une région régulièrement touchée par des attaques jihadistes, dans la capitale économique Madadi (sud) et à Filingué, la ville dont est originaire le chef de la junte, le général Abdourahmane Tiani.

### Préserver «la démocratie» -

Aux Etats-Unis, un des principaux partenaires du Niger qui y déploie un millier de militaires, le président Joe Biden a appelé «à la libération immédiate du président Bazoum et sa famille, et à la préservation de la démocratie conquise de haute lutte au Niger».

Mohamed Bazoum, 63 ans, est retenu avec sa famille depuis le jour du putsch dans sa résidence présidentielle. L'électricité y a été volontairement coupée jeudi, a affirmé son parti.

La France a affrété cinq avions depuis mardi pour une opération d'évacuation, terminée jeudi selon le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu : 1.079 ressortissants français et étrangers, dont des Européens, «sont désormais en sécurité», a-t-il dit. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont successivement ordonné mercredi et jeudi l'évacuation du personnel non essentiel de leurs ambassades respectives à Niamey.

La situation est tendue avec les partenaires occidentaux et africains traditionnels du Niger depuis que l'ex-chef de la garde présidentielle, le général Abdourahmane Tiani, a pris le pouvoir.

En ligne avec le blocus économique décidé dimanche, le Nigeria a coupé son approvisionnement en électricité au Niger, qui dépend énergétiquement à 70% de son voisin.

### Solidarité putschiste

La Communauté économique des Etats de

l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), présidée par le Nigeria, a dit se préparer à une opération militaire même si elle a souligné qu'il s'agissait de «la dernière option sur la table».

S'exprimant devant la presse à Dakar, la cheffe de la diplomatie sénégalaise Aissata Tall Sall a indiqué que son pays participerait à une éventuelle intervention si la Cédéao décide d'une telle action.

Les chefs d'état-major de l'organisation sont réunis à Abuja jusqu'à vendredi, deux jours avant l'expiration dimanche d'un ultimatum exigeant un retour de Mohamed Bazoum.

En face, le nouveau pouvoir à Niamey a envoyé un émissaire au Mali et au Burkina Faso, deux pays également dirigés par des militaires putschistes, confrontés à la violence jihadiste et solidaires de leur voisin. Ils ont affirmé que toute intervention armée serait considérée «comme une déclaration de guerre» à leurs deux pays et entraînerait leur retrait de la Cédéao.

A Niamey, le général Tiani a déclaré rejeter «en bloc les sanctions» et refuser «de céder à toute menace», dans un discours télévisé mercredi. «Nous refusons toute ingérence dans les affaires intérieures du Niger».

Il a assuré que les Français, «qui n'ont jamais été l'objet de la moindre menace», n'avaient «aucune raison objective de quitter le Niger». Pour l'instant, l'évacuation des soldats français et américains qui participent à la lutte anti-jihadiste n'est pas prévue.

D'après AFP



**MTN Prestige**

# Votre **Excellence,**

**Un service 5 étoiles spécialement  
conçu pour vous**

**#CHARISMATIQUE**

**\*150#**





12<sup>e</sup> ÉDITION DU FIED

# Lancement de la campagne "Tous égaux"

La quatrième journée de la 12<sup>e</sup> édition du Forum international des femmes entrepreneuses et dynamiques (Fied) dont la première dame, Antoinette Sassou N'Gusso, est la marraine a été marquée par le lancement de la campagne "Tous égaux" par l'épouse du chef de l'Etat.

« La campagne "Tous égaux" rassemble les premières dames d'Afrique, des partenariats et alliés pour faire progresser l'équité entre les sexes », a expliqué Benjamin Atipo, coordonnateur de la section Congo de l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad). Elle repose sur quatre piliers : l'éducation, l'autonomisation des femmes, la santé, les violences basées

sur le sexe.

La 12<sup>e</sup> édition du Fied est donc un moment de porter le message de la campagne "Tous égaux" pour permettre aux femmes venues de vingt pays de s'en imprégner et de le relayer à leur tour pour faire avancer la cause féminine. Encore que cette édition du Fied célèbre l'entrepreneuriat féminin sous le signe du "Made in Africa" avec pour thème « Accompagnons les entre-

prises africaines pour renforcer les capacités des filières de transformation, accélératrices du "Made in Africa" ».

« L'œuvre que vous avez réussie à construire grâce à la Fondation Congo Assistance que vous présidez et vos multiples actions font de vous le modèle d'une femme entrepreneuse non seulement pour nous vos filles de nationalités et d'origines diverses ici rassemblées, mais aussi pour les générations à venir », a déclaré la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, en saluant l'accompagnement d'Antoinette Sassou N'Gusso pour la tenue et la réussite de la 12<sup>e</sup> édition du Fied en terre congolaise au profit des femmes en-



La Première dame avec la ministre des PME/Adiac

trepreneuses et dynamiques d'Afrique et d'ailleurs. En dehors du lancement de la campagne "Tous égaux", lors de la quatrième journée

du Fied, la Fondation Congo Assistance a procédé à la signature des accords de partenariat avec les Organisations non gouvernementales du Togo et Maroc. Par ailleurs, la marraine de la 12<sup>e</sup> édition du Fied, Antoinette Sassou N'Gusso, a visité les stands d'exposition des œuvres féminines de l'ensemble des pays qui prennent part à l'évènement. Des achats, échanges, encouragements ont ponctué ce moment.

Rominique Makaya

**« La campagne "Tous égaux" rassemble les premières dames d'Afrique, des partenariats et alliés pour faire progresser l'équité entre les sexes »**



Lancement de la campagne "Tous égaux" Adiac

## Visite guidée du centre d'affaires des "Tours jumelles"

Les différentes délégations présentes en terre congolaise pour la 12<sup>e</sup> édition du Forum international des femmes entrepreneuses et dynamiques (Fied) ont visité le centre d'affaires des "Tours jumelles" à Brazzaville. Une visite guidée conduite par le ministre d'Etat en charge de l'Aménagement du territoire, Jean Jacques Bouya, en présence de ses collègues ministres des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo ; des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Honoré Sayi.

A travers cette visite, les femmes entrepreneuses et dynamiques, venues de plusieurs horizons pour le Fied, ont découvert des espaces équipés pouvant leur permettre de développer des business dans divers secteurs. Une tour constituée de bureaux est en effet un centre d'affaires où les investisseurs étrangers peuvent s'installer pour nouer des partenariats. En construisant l'édifice haut de 135,80 m, le gouvernement a créé un



Les délégations de la 12<sup>e</sup> édition du Fied posant dans les couloirs des "Tours jumelles" Adiac

cadre approprié en vue d'attirer le maximum

d'investisseurs, expliquait le ministre Jean

Jacques Bouya. L'autre tour par contre

est un hôtel 5 étoiles, d'une capacité d'accueil de 349 chambres, dont des suites présidentielles, 105 suites ministérielles, 249 chambres standards et un restaurant tournant de haut standing. Y compris des salles de conférence. Les participants au Fied, qui souhaiteraient poser leurs valises au Congo pour le business, ont donc une idée d'un centre d'affaires leur offrant les meilleures conditions de travail.

R.M.





MINISTÈRE DES POSTES, DESTÉLECOMMUNICATIONS ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE (PATN)



## AMI n° 17/MPTEN/PATN-UCP/23

# RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LES ETUDES PREPARATOIRES DE L'INFRASTRUCTURE DE CONNECTIVITE ET LA FOURNITURE DE SERVICES DE CONNECTIVITE DANS LES MINISTÈRES, DÉPARTEMENTS ET AGENCES

1-Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour la mise en œuvre du « Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « cabinet pour l'assistance technique pour les études préparatoires de l'infrastructure de connectivité et la fourniture de services de connectivité dans les ministères, départements et agences ».

### 2-Objectif :

La mission est de réaliser une étude afin de soutenir, améliorer le niveau de connectivité haut débit et, fournir une connectivité fiable, rapide et sécurisée pour les utilisateurs de ces entités gouvernementales.

Les Objectifs spécifiques du mandat incluront les points ci-dessous :

- Sélectionner les ministères, départements et agences (MDA) et des prestataires de formation aux compétences numériques à couvrir, sur la base des services à appuyer au titre des Composantes 1 et 3
- Réaliser un état des lieux et une analyse exhaustive de l'existant afin de dresser une cartographie technique détaillée des besoins de connectivité ;
- Définir le besoin des utilisateurs en bande passante, en consultation avec les ministères sectoriels concernés
- Identifier les synergies géographiques potentielles pour déployer des salles multimédias dans les écoles et/ou les centres informatiques des bureaux de poste et/ou des points d'accès WiFi gratuits
- Identifier le mécanisme d'appel d'offres approprié pour fournir la connectivité aux MDA sélectionnés dans le cadre d'une approche Mobilisation de Capitaux Propres (MCP)
- Préparer les dossiers d'appel d'offres pour les solutions techniques, et l'appui au gouvernement dans la gestion du processus d'appel d'offres et le suivi de la mise en œuvre ultérieure
- Étudier la faisabilité de la mise en œuvre permettant de déterminer les meilleures options possibles pour le déploiement
- Identifier les infrastructures de connectivité et d'interconnexions pour les besoins des ministères, départements et agences et des lacunes à combler ;
- Élaborer un plan stratégique pour la mise en place de l'infrastructure de connectivité nécessaire pour répondre aux besoins des ministères, départements et agences, en évaluant les technologies et les solutions disponibles sur le marché ;
- Proposer la topologie optimale de segmentation des réseaux (LAN, VLAN, MAN et WAN) ;
- Réaliser une évaluation du coût de mise en œuvre de cette activité ;
- Formuler des recommandations sur les équipements de connectivité nécessaires.

3-Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de solliciter des consultants pour faire partie de la liste restreinte en vue de la consultation relative à la mission.

4-L'Unité de coordination du projet, invite les candidats éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les firmes peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Les consultants doivent fournir les informations ci-après : (i) les qualifications générales et expérience du cabinet dans le domaine, les missions similaires (références de l'exécution de contrats analogues, et) ii) les références des clients bénéficiaires des prestations décrites, appuyer par des attestations. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculum vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Il

devra avoir déjà réalisé des missions comparables, fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée. Le cabinet sera recruté par la méthode fondée sur la qualité et le coût (SFQC).

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de ladite mission, tous les jours ouvrables de 08 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

### 5-Profil du cabinet

Pour réaliser la présente mission, le Consultant devrait avoir :

- Avoir réalisé au moins une mission pertinente dans le domaine ;
- Avoir réalisé au moins deux missions similaires dans les pays développés et/ou d'Afrique Subsaharienne. Une mission similaire effectuée en République du Congo serait un atout majeur.
- Avoir de bons résultats et des références satisfaisantes dans les missions précédentes justifiées par des attestations de bonne exécution ;
- Avoir une expertise technique avérée dans le domaine des infrastructures de connectivité, des réseaux informatiques, des télécommunications et de la cybersécurité.

### 6-Durée et lieu de la mission

La durée de la mission est de (03) trois mois à compter de la date de signature du contrat. La mission se déroulera à Brazzaville et Pointe Noire avec des possibilités de déplacement dans les autres départements.

### 7. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou doivent être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 08 août 2023 à 16 h 00 et porter clairement la mention « cabinet pour l'assistance technique pour les études préparatoires de l'infrastructure de connectivité et la fourniture de services de connectivité dans les ministères, départements et agences ».

Bureau Passation de Marchés  
A l'attention du Coordonnateur  
Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN). Unité de Coordination  
Adresse : 254, avenue Prosper GANDZION, à côté de l'ambassade du Rwanda arrondissement 3 Poto-Poto Centre-ville Brazzaville, République du Congo  
Téléphone : (+242) 05 079 21 21  
Adresses électroniques : patncongo@gmail.com ; marchespatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

**Francis SECK MANGOUANI**



## CHESD

# Trois promotions honorées

La cérémonie haute en couleur a marqué la fin de la session 2022-2023 organisée récemment par le Collège des hautes études stratégiques de défense (Chesd) à son siège à Kinshasa.

Les lauréats des différentes promotions ont été honorés par la présence du chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, de son homologue centrafricain, le président Faustin-Archange Touadera, du Premier ministre, des présidents des chambres parlementaires, des membres du gouvernement, des gouverneurs et de la haute hiérarchie militaire.

A l'issue de la session 2022-2023, trois promotions ont été mises à l'honneur. Il s'agit de la 8e Promotion ordinaire du Chesd dénommée Faustin-Archange Touadera; la 6e promotion spéciale du Chesd dénommée Christophe Mbozo et la 6e promotion de l'École supérieure de d'administration militaire (Esam)



Le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, son homologue Faustin-Archange Touadera et les lauréats DR

dénommée Guy Loando Mboyo. Dans son discours, le président Faustin-Archange Touadera a salué le rôle combien important du Chesd dans la réponse stratégique nationale et la coordination des rensei-

gnements pour faire face aux défis sécuritaires du continent et du monde. Pour sa part, le président Félix Tshisekedi a clôturé l'année académique du Chesd en félicitant chaleureusement les lauréats

pour la qualité de leur travail. Le ministre d'Etat, Guy Loando Mboyo, et la 6e promotion de l'ESAM dont il est parrain ont poursuivi les réjouissances autour d'un buffet. L'occasion pour lui de rappeler

**Le ministre d'Etat, Guy Loando Mboyo, et la 6e promotion de l'ESAM dont il est parrain ont poursuivi les réjouissances autour d'un buffet. L'occasion pour lui de rappeler aux diplômés l'exemplarité et la fraternité attendues.**

aux diplômés l'exemplarité et la fraternité attendues. Chaque membre de la promotion Guy Loando Mboyo a bénéficié d'un présent de la part du parrain. Spécialisée dans l'encadrement des hauts cadres sur les questions de défense et de sécurité, le Chesd a, depuis sa création en 2016, formé trois cent trois auditeurs en session ordinaire et sept cent soixante-dix en session spéciale, devenant une référence en matière de formation sur le continent africain. Sa vocation panafricaine se manifeste par l'augmentation du nombre de participants provenant de divers pays tels que le Bénin, le Cameroun, le Congo Brazzaville, le Sénégal, le Gabon, le Togo, le Mali.

Blandine Lusimana

## GESTION DE LA DOTATION DES FONDS DES ENTREPRISES MINIÈRES

# Des organismes spécialisés installés au Lualaba

Les délégués des ministres des Mines et des Affaires sociales et Actions humanitaires ont, sur décision de leurs ministres de tutelle, Antoinette N'Samba Kalambayi et Modeste Mutinga, ont procédé récemment dans la province de Lualaba à l'installation des organismes spécialisés pour assurer la gestion de la dotation de 0,3% minimum du chiffre d'affaires auprès des entreprises minières au bénéfice des populations locales vivant dans les zones minières.



La gouverneure de Lualaba, Fifi Masuka, avec les membres des organismes nouvellement installés DR

Les émissaires des deux membres de l'exécutif national devraient également, outre l'installation des organismes, leur apporter assistance pour l'installation du bureau, l'élaboration de leurs règlements intérieurs, l'ouverture de leurs comptes bancaires et la présentation du modèle des prévisions.

Le ministre provincial des Mines, Jacques Kahumba, a indiqué que cette dotation de 0,3 % minimum du chiffre d'affaires des entreprises minières au profit des populations locales est l'une des dispositions du code minier qui est longtemps en sourdine mais activée par la ministre des Mines, Antoi-

nette N'samba Kalambayi, il y a quelques mois et ce dans le souci d'accompagner la vision du chef de l'Etat qui est celle de faire profiter les populations locales des richesses de leur sol et sous sol. L'installation de ces organismes s'est déroulée dans la salle de conférence du gouvernorat du Lualaba en présence de la gouverneure par intérim de la province, Fifi Masuka, et des délégués des entreprises minières tels que Frontier, KICC, LAMIKAL, SEK, HMC, MKM, Boss Mining, Golden et SODIMEZ.

B.L.

## La crise humanitaire empire dans trois provinces meurtries

Les Nations unies se sont alarmées jeudi de la dégradation de la situation humanitaire dans trois provinces de l'est de la République démocratique du Congo, où près 3,3 millions de personnes ont été déplacées depuis mars 2022.

«La situation humanitaire en Ituri, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, déjà catastrophique, s'est dégradée ces derniers mois, et il était primordial d'augmenter l'envergure de nos opérations», a déclaré Suzanna Tkalec, coordinatrice humanitaire par intérim en RDC pour l'ONU.

Pour répondre aux besoins multiformes des personnes affectées par les violences dans ces trois provinces, les humanitaires «ont besoin de 1,57 milliard de dollars», ajoute Ocha (coordination humanitaire de l'ONU) dans son communiqué. Dans ces provinces déchirées par des violences armées, les organisations humanitaires ont fourni une assistance à plus de 910.000 personnes ces six dernières semaines, indique le bureau onusien.

Jusqu'à la fin de l'année, les Nations unies, les ONG nationales et internationales ainsi que la Croix-Rouge prévoient d'apporter une aide d'urgence à près de 5,5 millions de personnes, précise le communiqué.

Plus grand pays d'Afrique subsaharienne (2,3 millions de km<sup>2</sup>), la RDC est secouée par des tensions politiques combinées à une crise sécuritaire et à des difficultés économiques. Les groupes armés sévissent dans une grande partie de l'est de la RDC depuis trois décennies, héritage de guerres régionales qui ont éclaté dans les années 1990 et 2000, lorsque le pays a frôlé l'éclatement.

Depuis fin 2021, la rébellion du «M23» («Mouvement du 23 mars») a repris les armes et a conquis de vastes territoires dans l'est de la RDC, provoquant la fuite de plusieurs centaines de milliers de personnes dans la province du Nord-Kivu. Les autorités de Kinshasa l'accusent d'être soutenu et épaulé par l'armée rwandaise.

D'après AFP



## ART CONTEMPORAIN

## Criss Niangouna attendu à Brazzaville pour partager son expérience

En marge de la dixième édition de la Rencontre internationale d'art contemporain (Riac) qui se tiendra en septembre prochain à Brazzaville, le metteur en scène et auteur congolais, Criss Niangouna, en provenance de France, animera un atelier de théâtre sur le thème « Sortir l'acteur de son (V)'antre ».

Avec un parcours professionnel d'environ trente ans, Criss Niangouna est un assoiffé de théâtre. Que ce soit sur scène ou en coulisse, son talent et sa passion ne passent pas inaperçus. Son arrivée à Brazzaville, dans le cadre de la Riac est une véritable opportunité pour les jeunes comédiens congolais et d'ailleurs, sélectionnés pour ce grand rendez-vous de l'art contemporain. Prévue du 4 au 23 septembre dans la capitale congolaise, la 10e édition de la Riac se déroulera cette année avec une particularité. L'atelier théâtre ouvrira de façon anticipée le bal des ateliers Riac un mois en avance, soit du 11 août au 4 septembre. Autour du thème « Sortir l'acteur de son (V)'antre », il sera question pour les participants de comprendre

et d'échanger autour des multiples observations en lien avec l'évolution de la pratique théâtrale en Afrique, précisément sur la place, les moyens et le travail du comédien.

«Sortir l'acteur de son (V)'antre est un projet d'atelier sur le jeu d'acteur adressé aux jeunes acteurs, slameurs, humoristes, danseurs, conteurs, performeurs... africains afin de leur donner des outils, du matériel et de la technique indispensable à leur professionnalisation», ont indiqué les ateliers Sahn, organisateur de la Riac.

Du fait qu'en Afrique la création se fait souvent d'une manière embryonnaire, Criss Niangouna compte faire de cet atelier de théâtre une opportunité, un labo-



Le metteur en scène et auteur congolais Criss Niangouna/DR

ratoire qui permettra aux acteurs africains amateurs ou professionnels de transformer leur faiblesse en force, prendre conscience des exigences du métier et différents enjeux ou imprévus qui naissent

sur un plateau.

Pour répondre efficacement aux questions et difficultés des participants, l'atelier de théâtre « Sortir l'acteur de son (V)'antre » proposera une trame pédago-

gique authentique et claire qui s'inspire de la technique du « Big ! Boum ! Bah ! » de Criss et Dieu-donné Niangouna, en surfant sur les textes de Tchicaya U Tam'si, Koffi Kwahulé... pour chuter sur les écritures de Heiner Müller, Sony Labou Tansi, Samuel Beckett et Bernard-Marie Koltès. Le but étant de développer l'imaginaire des participants.

Conscient du temps imparti dédié à cet atelier, Criss Niangouna souhaite défier le temps pour offrir aux participants une riche et belle expérience. Car pour lui, «il est clair que l'on ne forme pas un acteur en dix jours. C'est un processus qui se fait par étape (...) La majorité des ateliers de formation théâtrale en Afrique s'organise dans des périodes relativement courtes, qui ne dépassent pas dix jours ».

A la fin des ateliers, une restitution en forme de spectacle sera présentée le 4 septembre aux ateliers Sahn afin de montrer aux participants et au public les bienfaits et le résultat des vingt-et-un jours d'apprentissage accéléré qu'aura proposé « Sortir l'acteur de son (V)'antre ».

Merveille Jessica Atipo

«...On ne forme pas un acteur en dix jours. C'est un processus qui se fait par étape (...) La majorité des ateliers de formation théâtrale en Afrique s'organise dans des périodes relativement courtes, qui ne dépassent pas dix jours »



MINISTRE DES POSTES, DESTÉLECOMMUNICATIONS ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE (PATN)



### RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR EVALUER L'OFFRE ET LA DEMANDE EXISTANTE EN MATIERE DE FORMATION AUX COMPETENCES NUMERIQUES, ET DE FORMULATION DE RECOMMANDATIONS A L'INTENTION DU MPTEN

1-Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour la mise en œuvre du « Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « cabinet pour évaluer l'offre et la demande existante en matière de formation aux compétences numériques, et de formulation de recommandations à l'intention du MPTEN ».

#### 2-Objectif :

L'objectif principal de la mission est d'assister le MPTEN à identifier les besoins en termes de formation aux compétences numériques dans le contexte actuel et futur, ainsi que les lacunes et les opportunités en matière de formation.

Les Objectifs spécifiques du mandat incluront les points ci-dessous :

-Évaluer l'offre de formation en compétences numériques pour les différentes entités du MPTEN, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, en identifiant les acteurs clés, les types de formations proposées, les modalités d'accès et les coûts associés.

-Analyser la demande en formation aux compétences numériques, en identifiant les besoins des différents acteurs du secteur, en termes de compétences nécessaires pour leur développement professionnel.

-Étudier les politiques publiques existantes en matière de formation aux compétences numériques, en identifiant les bonnes pratiques et les lacunes.

-Identifier les domaines de formation aux compétences numériques les plus demandés et les plus pertinents pour les acteurs du secteur.

-Formuler des recommandations à l'intention du MPTEN pour renforcer la formation aux compétences numériques, en proposant des mesures concrètes pour améliorer l'offre et répondre aux besoins des différents acteurs.

3-Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de solliciter des consultants pour faire partie de la liste restreinte en vue de la consultation relative à la mission.

4-L'Unité de coordination du projet, invite les candidats éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les firmes peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Les consultants doivent fournir les informations ci-après : (i) les qualifications générales et expérience du cabinet dans le domaine, les missions similaires (références de l'exécution de contrats analogues, et) ii) les références des clients bénéficiaires des prestations décrites, appuyer par des attestations. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculum vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Il devra avoir déjà réalisé des missions comparables, fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée. Le cabinet sera recruté par la méthode fondée sur la qualité et le coût (SFQC).

Les candidats intéressés peuvent obtenir les

termes de référence de ladite mission, tous les jours ouvrables de 08 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

#### 5-Profil du cabinet

La mission sera confiée à une Firme (un cabinet de consultant(s) ou un consortium) ayant une Compétence avérée et une expérience pertinente pour l'exécution des missions similaires.

La Firme (« Consultant ») doit avoir réalisé avec succès au moins 3 (trois) projets au cours des 10 dernières

Années dans le domaine de la formation dans les TIC.

#### La Firme devra disposer :

-d'une expertise en matière de formation aux compétences numériques ;  
-d'une expérience confirmée dans la réalisation d'études similaires ;  
-d'une connaissance approfondie de l'environnement institutionnel et réglementaire de la formation aux compétences numériques au Congo.

#### 6-Durée et lieu de la mission

La mission est prévue pour une durée de trois (3) mois à compter de la date de démarrage de la mission. Le Consultant devra effectuer de nombreuses missions à Brazzaville en République du Congo.

#### 7. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera conformément aux procédures définies dans le Règle-

ment de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou doivent être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 08 août 2023 à 16 h 00 et porter clairement la mention « cabinet pour évaluer l'offre et la demande existante en matière de formation aux compétences numériques, et de formulation de recommandations à l'intention du MPTEN ».

Bureau Passation de Marchés  
A l'attention du Coordonnateur  
Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN). Unité de Coordination  
Adresse : 254, avenue Prosper GANDZION, à côté de l'ambassade du Rwanda arrondissement 3 Poto-Poto Centre-ville Brazzaville, République du Congo  
Téléphone : (+242) 05 079 21 21  
Adresses électroniques : patncongo@gmail.com ; marchespatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

Francis SECK MANGOUANI



## COUPE DU CONGO

# Les finalistes seront connus ce lundi

Les demi-finales aller disputées le 3 août au stade Alphonse-Massamba-Débat ont bel et bien confirmé que les places qualificatives pour la finale seront très dures à négocier. Aucune des quatre équipes n'est à l'abri, en témoignent les résultats obtenus.

Les Diables noirs, tenants du titre, ont été tenus en échec par l'Athlétic club Léopards de Dolisie 0-0. Le match retour prévu à Dolisie reste très ouvert.

« C'était un match fermé et on espère qu'à Dolisie ce sera un match ouvert. Ce sera un autre match avec une autre équipe et on va voir ce que ça va donner. Comme c'est à l'extérieur, chaque but marqué va compter. Si on fait 3-3 à Dolisie je serai content de la qualification. Je suis un compétiteur et il n'y a que la victoire qui m'intéresse

», a expliqué Noel Tosi, l'entraîneur des Diables noirs à la conférence de presse d'après match.

Il compte sur le retour de ses joueurs de la Francophonie pour aligner, le 7 août, une équipe à la taille des ambitions. « On va récupérer cinq ou six joueurs, des attaquants, ça va être un bouffé d'oxygène, sachant que si on marque un but à l'extérieur il va compter double. Nous n'avons pas lâché. On va faire un sacré match », a-t-il indiqué.

Les Fauves du Niari ont leur destin en main. Les Léo-

pards entendent frapper un grand coup au match retour en éliminant l'équipe qui prépare la compétition africaine. Hugues Ondina, le coach du club de Dolisie connaît la recette. « C'est une équipe qui prépare la compétition africaine. Nous allons repartir à l'entraînement et chercher à l'emporter pour aller en finale. C'est un match qui se joue deux fois,

**Les Fauves du Niari ont leur destin en main.**

**Les Léopards entendent frapper un grand coup au match retour en éliminant l'équipe qui prépare la compétition africaine**



L'AS Otohô a l'avantage du but inscrit sur le terrain de l'adversaire Adiac

il y a encore 90 minutes à jouer. C'est un 0-0 ; Nous allons peaufiner nos stratégies au niveau de l'attaque. Etre percutant et efficace et plus réaliste pour aller chercher cette place en finale. Diables noirs reste une grande équipe peu importe l'équipe qui se présentera sur le terrain », a assuré le coach des Fauves du Niari.

Le suspense reste également entier entre le FC Kondzo et l'AS Otohô. Au match aller disputé à Brazzaville, l'AS Otohô a fait jeu égal 1-1. Ka-

der Bidimbou avait ouvert le score à la 49e minute. Chris Vivien Baze Ibata avait rétabli l'équilibre à la 73e minute. Le but marqué sur le terrain de l'adversaire donne un léger avantage aux finalistes de la dernière édition qui recevront au stade Marien-Ngouabi d'Owando le 7 août.

En rappel, la finale de la Coupe du Congo se disputera, le 14 août, à Brazzaville au stade Alphonse-Massamba-Débat à l'issue de laquelle le successeur des Diables noirs sera connu.

**James Golden Eloué**



Les Diables noirs tenus en échec par l'AC Léopards/Adiac

## AC Colombe et Galactic prennent une option

L'AC Colombe et Galactic Excellence aborderont respectivement la manche retour des demi-finales de la version féminine de la compétition prévue, le 8 août, au stade Alphonse-Massamba-Débat avec un avantage psychologique conséquent.

L'AC Colombe s'est imposée le 4 août au stade Alphonse -Massamba-Débat devant le Football Club Féminin La Source 2-0 lors de la manche aller de la Coupe du Congo version féminine. Dédina Mabondzo a placé la Colombe dans le droit chemin en ouvrant le score à la 20e minute. Elda Loulendo a donné plus d'ampleur à cette victoire en inscrivant le deuxième but à la 49e minute. Grâce à ses deux buts inscrits sur le terrain de l'adversaire, l'AC Colombe a pris une sérieuse option pour



Elda Loulendo inscrivant le deuxième but de l'AC Colombe/Adiac

**Elda Loulendo a donné plus d'ampleur à cette victoire en inscrivant le deuxième but à la 49e minute. Grâce à ses deux buts inscrits sur le terrain de l'adversaire, l'AC Colombe a pris une sérieuse option pour la finale.**

la finale.

En déplacement à Pointe-Noire après avoir été repêchées comme meilleur perdant, les Brazzavilloises de Galactic ont réussi leur coup. Elles se sont imposées 2-1 au Complexe sportif de la ville océane grâce à des réalisations de Rutha Tokasi et Natacha Boyengwa respectivement à la 15e et 89e minute. Avant le deuxième but inscrit en toute fin de la rencontre, Epah Ngamba avait égalisé par le truchement de Nsuka Mboyou à la 62e minute.

**J.G.E.**



## FOOTBALL

## Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

## Ligue des champions, matches retour du 2e tour de qualification

Tenu en échec à domicile au match aller (1-1), le Servette Genève va chercher sa qualification sur le terrain de Genk (2-2, puis 4-1 aux tirs au but). Bradley Mazikou, titulaire, et ses coéquipiers ont pourtant évolué à dix dès la 5e minute après l'expulsion de Crivelli.

Le 3e tour aura lieu face aux Rangers, avec un premier match à Glasgow le 9 août, puis le match retour à la Praille le 15.

## Ligue Europa Conférence, matches retour du 2e tour de qualification

Romaric Etou est resté sur le banc lors du succès de Dila Gori face au Vorskla Poltava (3-1). Les Géorgiens, battus 1-2 à l'aller, poursuivent donc leur parcours. Au prochain tour, ils affronteront les Chypriotes de l'APOEL Nicosie.

En revanche, l'aventure s'arrête pour Durel Avounou et Cluj.

Tenus en échec à domicile au match aller, les Roumains s'inclinent 1-2 chez les Turcs de l'Adana Demirspor.

Titulaire, l'international congolais a été remplacé à la 75e, à un but partout.

Elimination également pour le CSKA 1948 de Ryan Bidounga. Sans l'international congolais, dont la dernière apparition date du 12 mars, le club bulgare est écarté par le Steaua Bucarest (0-1, puis 2-3).

Sans Archange Bintsouka et Chandrel Massanga, absents du groupe, le Partizani Tirana dispose facilement des Andorrans de l'AC Escaldes (4-1). Les champions d'Albanie affronteront les Lettons de Valmiera le 10 août.

Sans Herman Moussaki, qui avait disputé 19 minutes lors des deux matches précédents, Dudelange est éliminé par les Maltais de Gzira United (victoire 2-1 après une défaite 0-2 à l'aller).

## Transferts



Bryan Pereira s'est engagé en faveur du NEC Nimègue (DR)

## Bradley Locko à Brest, Pereira aux Pays-Bas, Ngassaki à Blois

Prêté lors de janvier à juin par Reims au Stade Brestois, Bradley Locko va poursuivre sa carrière en Bretagne.

Le gaucher de 21 ans s'est engagé pour



Bradley Mazikou, troisième en partant de la droite, et ses coéquipiers lors de la séance de tirs au but, à Genk (DR)

les quatre prochaines saisons. Un retour au bercail pour le latéral, formé à Lorient.

A Reims, où il était arrivé en 2021, le natif d'Ivry-sur-Seine a disputé 39 matches de Ligue 1, dont 24 titularisations, pour 1 but et 1 passe décisive.

Rappelons que son frère jumeau, Bryan, vient de s'engager en faveur de l'OCC Avoine, pensionnaire de National 2. Le milieu offensif rejoint ainsi Christopher Bitsamou au sein du club d'Indre-et-Loire.

En National 2 également, Exaucé Ngassaki a signé pour une saison en faveur du Blois 41. L'ancien joueur de la Djiri arrive en provenance de Trélissac.

De son côté, Brayann Pereira va découvrir l'Eredivisie : l'ancien Lensois est prêté avec option d'achat au NEC Nimègue. Arrivé à l'AJ Auxerre auréolé d'une étiquette d'espoir prometteur, le latéral droit de 20 ans n'avait disputé que deux matches de Ligue 1, sans convaincre,

avant d'être prêté en National 1, à Bourg-Péronnas.

Mavis Tchibota rejoint Passi à l'Hapoel Tel Aviv

été, Mavis Tchibota quitte le Maccabi Haifa,

avec lequel il était lié jusqu'en juin 2024.

Mais l'ailier gauche ne quitte pas le championnat israélien, puisqu'il s'engage pour trois saisons en faveur de l'Hapoel Tel Aviv. Il y rejoint donc un autre Diable rouge, Bryan Passi, recruté il y a quelques jours par le 8e du dernier championnat.

Arrivé en février 2022 au Maccabi Haifa, Mavis Tchibota aura rentabilisé son passage, puisque l'international congolais a remporté deux titres de champion d'Israël (2022 et 2023).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Deux titres qui s'ajoutent à ceux de champions de Bulgarie (2020 et 2021) avec Ludogorets, qui rejoignent les coupes d'Israël (2019 avec Bnei Yehuda) et de Bulgarie (2019 et 2021).

Rappelons que Tchibota a effectué sa post-formation en équipe de jeunes du Maccabi Tel Aviv, avant de porter les couleurs de Kfar Saba puis du Bnei Yehuda, où sa carrière avait réellement commencé.

## Six Congolais sur le pont pour la reprise de la Ligue 2

Après deux mois de pause, la Ligue 2 redémarre ce samedi. Six Congolais, dont deux Diables rouges, sont concernés par cette reprise.

A l'occasion de cette première journée, on devrait voir à l'œuvre Alain Ipiélé, Kévin Mouanga, Marvin Baudry et Mons Bassouamina.

Le défenseur d'Annecy est annoncé comme titulaire ce samedi pour la réception de Guingamp. Baudry est dans le groupe de Laval face à Angers, au même titre qu'Ipiélé, convoqué pour Dunkerque-Troyes.

Bassouamina est pressenti comme titulaire au sein de l'attaque paloise, qui reçoit Bordeaux lundi soir.

En revanche, Dilane Bakwa, objet de négociation entre les Girondins et Stras-



Mavis Tchibota revient à Tel Aviv (DR)

bourg, pourrait rapidement faire ses bagages.

Parti au bras de fer avec les Verts pour rejoindre Francfort, Niels Nkounkou ne devrait plus porter le maillot de Saint-Etienne.

Notons que Bryan Pereira ne jouera pas en Ligue 2 cette saison : le latéral droit est prêté par Auxerre au NEC Nimègue, club de première division néerlandaise. Annecy : Kévin Mouanga, défenseur central.

Bordeaux : Dilane Bakwa, ailier Dunkerque : Alain Ipiélé, ailier Laval : Marvin Baudry, défenseur central Pau : Mons Bassouamina, ailier Saint-Etienne : Niels Nkounkou, milieu gauche

Camille Delourme



## HUMEUR

## Quand la tricherie dans le curriculum vitae effraie !

La tricherie tend à devenir comme une règle et personne ne s'en préoccupe, malgré des contrôles effectués ici et là dans certaines structures publiques ou privées. La falsification des curriculum vitae (CV) pour tromper la vigilance de l'employeur prend des proportions effrayantes dans le pays. Ces curriculum vitae mensongers, au lieu de vous offrir des opportunités d'emplois de vos rêves, peuvent aussi produire des effets contraires, c'est-à-dire vous causer des ennuis sur le plan socio-professionnel. Tout en faisant fi des débats interminables des écoles, on peut néanmoins retenir en des termes simplifiés que le CV est ce document qui résume le cursus et les compétences professionnelles acquises par un individu.

A dire vrai, c'est le manque d'emplois et les exigences des employeurs qui poussent de nombreux jeunes à la recherche d'emplois à mentir sur leurs CV. L'essentiel est d'aligner des critères recherchés afin d'être « casé » quelque part. Oui cela résout en partie un problème, car ces faux documents, le plus souvent, sont repérés lors d'un travail bien élaboré du chargé du personnel pour des différents échelons, avancements ou d'autres avantages liés aux diplômes et autres. « Le cafard pourra beau se poudrer, la poule finira toujours par l'identifier », dit l'adage populaire.

Le premier mensonge dans ce document se rapporte à la maîtrise des langues parlées ou écrites étrangères. « Parle et écrit bien en telle ou telle langue », écrivent des postulants, encore que cela est un prérequis pour le poste visé. Et cela peut aussi causer de sérieux ennuis quand on vous installe dans vos fonctions ciblées. Le deuxième mensonge, c'est le parcours scolaire

ou universitaire imaginaire. Nombreux sont des CV qui survolent à dessein le cursus pour en donner plus de détails flatteurs sur le cursus universitaire pour « aveugler le chef du personnel ». C'est un trafic d'influence documentaire. Quelle antiveleur !

Le troisième mensonge est relatif. Cela est souvent vite démasqué, car une pareille situation venait de se produire dans l'une des sociétés de nos villes que nous taisons le nom. Ce mensonge c'est l'âge, car autant d'âges pour la même personne chaque fois qu'elle postule dans une même société dans des services différents. L'adage populaire: « Neuf jours pour le voleur et le dixième jour pour le propriétaire » a rattrapé malheureusement ce jeune demandeur d'emplois et ses deux dossiers ont été écartés. Il s'agissait là de la même société mais avec des noms quelque peu différents ayant plusieurs agences dans la ville. Cela soulève un problème récurrent qui semble se banaliser, celui des rectifications abusives des âges. C'est regrettable !

Le quatrième mensonge le plus grossier est celui des expériences professionnelles acquises ou des stages subis. Alors là, le mensonge saute à l'œil nu. On peut lire même des postes qui n'existent même pas et des stages passés au sein des entreprises fantômes. Des erreurs grossières, car certains par peur de ne pas être embauché vont jusqu'à écrire dans leurs CV qu'ils ont exercé de telle année à telle année dans une entreprise, alors qu'ils n'étaient même pas encore nés. Astuces souvent démasquées.

Attention, les employeurs ne sont toujours pas dupes. Donc gare aux CV fantaisistes.

A bon entendeur salut !

**Faustin Akono**

63<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DU CONGO EN TUNISIE

## « Viva Lipanda »

Les festivités de l'indépendance du Congo en Tunisie coïncident avec le vingtième anniversaire de l'Association des Étudiants et Stagiaires Congolais en Tunisie-AESCT.



À l'occasion de « Viva Lipanda » du Congo, le pays de leur origine, et de la vingtième année d'existence de leur association, les Congolais de Tunisie invitent toutes les personnes, de toutes nationalités confondues, à bien vouloir prendre part à toute une série d'activités organisées tout au long du mois d'août, baptisées pour la circonstance « Spécial mois du Congo ».

L'AESCT, association apolitique, laïque, à but non lucratif, a été créée à Tunis, en Tunisie, le 3 août 2003, sur la base académique et associative, née d'une volonté de mettre en place une structure visant à regrouper l'ensemble des étudiants et stagiaires congolais

en séjour d'études en Tunisie. Elle est présidée par Pierre Christivie Landzi.

Suivant ses objectifs statutaires, elle aspire au renforcement des liens de solidarité et de fraternité en facilitant l'intégration de tous les Congolais étudiant en Tunisie ; la mise en place d'un suivi académique pour accompagner les Congolais en séjour d'études en Tunisie ; servir de relais entre les étudiants et stagiaires et le consulat.

Elle défend également le plein droit des intérêts de tout étudiant et stagiaire congolais en Tunisie et la promotion de la culture congolaise dans ce pays où la communauté congolaise est estimée à près de 700 personnes.

**Marie Alfred Ngoma**

## IN MEMORIAM



5 août 2009 - 5 août 2023, voici 14 ans que le Seigneur a rappelé à lui son serviteur, Ange Raphaël Kibhat, ancien directeur du CEGA.A. Neto.

En cette date de triste anniversaire, sa soeur cadette Isabelle Mariette Kibhat prie tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Ta vie fut un exemple de simplicité, de tendresse et de générosité.

Yaya ! Je ne t'oublierais jamais. Que ton âme repose en paix.



5 août 2008 - 5 août 2023, cela fait exactement quinze (15) ans, que disparaît papa Jean Yanga, inspecteur de l'ex-Office national des postes et Télécommunications (ONPT).

En cette date de triste anniversaire, nous te témoignons une fois de plus notre amour, et continuons à prier pour le salut de ton âme.

Papa ! Tu resteras à jamais gravé dans nos cœurs. Que tous ceux qui t'ont connu aient une pensée pieuse pour toi.

À cet effet, une intention de prière sera dite en ta mémoire, à la messe du samedi 5 août 2023 à 17h00 et dimanche 6 août 2023 à 10h30, en la cathédrale du Sacré-Cœur de Brazzaville.

Mémoire éternelle Merlins !

## En mémoire de Marie-Thérèse Ikia Dimi Ngapoula Qui nous a quittés, il y a deux ans le 4 août 2021



Deux années se sont écoulées depuis son départ. Ce qu'il nous reste sont les souvenirs gravés dans nos cœurs que Mayi nous a laissés, qui refont surface au détour d'une pensée, d'une lecture, d'une musique ou d'un événement, nous permettant ainsi d'appivoiser son absence si douloureuse. Tout au long de sa vie, Mayi a su être une fille, une sœur, une amie, une tante, une maman, si attentionnée, généreuse et précieuse. que nous ne l'oublions jamais.

**6 juillet 1977 - 4 août 2021**

*Jérémie 31-13 (...) Je changerai leur deuil en allégresse, et je les consolerais : je leur donnerai de la joie après leurs chagrins.*



9<sup>es</sup> JEUX DE LA FRANCOPHONIE

# Le Congo remporte la médaille d'argent en photographie

Le photographe congolais Ralff Lhyliann Therance a remporté la médaille d'argent à l'issue de la compétition qui a mis aux prises plusieurs photographes venus de quatorze pays francophones.

La cérémonie de remise des prix qui a eu lieu au musée national de la République démocratique du Congo (RDC) a été placée sous les auspices de la ministre de la Culture, Arts et Patrimoines dudit pays, Catherine Kathungu Furaha. Trois catégories ont été mises en compétition, à savoir la photographie, la peinture et la sculpture-installation. Les Congolais Ralff Lhyliann Therance (photographe) et Jacques Quentien Mayala (peintre) ont participé aux concours de la photographie et de la peinture. Le peintre a été décalé alors que le photographe a été primé. Concernant les lauréats du concours de la photographie dont le jury a été confié à Gosette Lubondo (artiste visuelle), la médaille de bronze a été remportée par le Français Adrien Tache ; la médaille d'argent par le Congolais Ralff Lhyliann et la médaille d'or par la Mauricienne Mary Dale Melissa.

Barthelemy Dongio, président général du jury (parce que chaque catégorie avait son jury) a reconnu le travail impeccable réalisé par les artistes. « Ils ont tous bien travaillé. La dynamique que j'ai vue à l'académie des beaux-arts montre bien que tous les artistes se valaient. En quatre jours, ils ont fait un travail formidable. Pour faire le choix, nous avons procédé par la restriction avant de parvenir aux résultats. », a-t-il



La ministre, les membres du jury et les lauréats posant pour la postérité/Adiac

déclaré.

Le travail réalisé par le jury a été salué par la ministre. « Les membres du jury viennent de présenter un travail scientifique. Les experts venus de tous les

coins du monde ont apprécié le travail fourni par les jeunes. Ce que j'apprécie aussi c'est qu'il y a neuf pays qui viennent d'obtenir des médailles dans les trois disciplines individuelles, à savoir

la photographie, la sculpture-installation et la peinture. C'est pratiquement tous les pays de l'Afrique centrale ainsi que Madagascar qui a remporté deux médailles d'Or», s'est-elle réjouie.

**« Nous sommes contents parce que nous venons d'honorer le Congo via la photographie qui pour certains est réservée à l'événementiel et aux photos de mariages. Nous venons de prouver que la photographie est un langage, c'est tout un art. Nonobstant les difficultés, nous avons tenu bon et rentrons au pays avec un prix. »**

Un thème captivant

Les photographies de Ralff Lhyliann Therance ont porté sur le thème « Mama » qui est surtout en résonance avec son travail global qui aborde l'action de vulnérabilité et de résilience. Dans le rapport de ce qu'il fait il y a souvent le côté où on parle de la femme africaine et de la maman qui est à la fois gardienne de mémoire et mère nourricière. Et dans cette œuvre, il y a de la transmission qui est bien présente à travers le rôle que jouent les mamans dans la communauté.

A l'issue de la proclamation des résultats, Ralff Lhyliann Therance s'est dit ravi de remporter la médaille d'argent. « Je viens de remporter la médaille d'argent, cela prouve que le Congo a sa place et ses artistes ont des histoires à raconter; le médium photographique vient de le prouver », a-t-il déclaré.

Lébon Chansard Ziavoula, chef de la délégation, s'est dit content des performances de Ralff. « Nous sommes contents parce que nous venons d'honorer le Congo via la photographie qui pour certains est réservée à l'événementiel et aux photos de mariages. Nous venons de prouver que la photographie est un langage, c'est tout un art. Nonobstant les difficultés, nous avons tenu bon et rentrons au pays avec un prix. », a-t-il souligné.

**Bruno Okokana**

## RÉFLEXION

# Mieux vaut regarder ...

Dans le moment très particulier que nous vivons où l'immense zone géographique du Sahel-Sahara plonge dans une forme de chaos qui ne dit pas son nom mais dont la crise du Niger donne une idée précise mieux vaut pour la France et ses alliés occidentaux regarder la vérité en face. Et reconnaître enfin qu'ils sont très largement responsables des tensions qui ne cessent de s'aggraver dans cette partie de l'Afrique.

La véritable cause, en effet, de ce chaos politique remonte aux années 2010 lorsque de façon pour le moins curieuse la France, alors présidée par Nicolas Sarkozy, décida de mettre fin au règne du « Guide » libyen, Mouammar Kadhafi, en sou-

tenant ses opposants armés. Ceci pour des raisons officielles qui prétendaient permettre au peuple libyen de se doter enfin d'un régime démocratique mais qui, en réalité, visaient à se débarrasser d'un homme dont les confidences politiques et autres auraient pu coûter cher, très cher, à la France.

Si nous évoquons ici, une nouvelle fois, ce problème, c'est parce que la colère dont font preuve les peuples de cette partie de l'Afrique à l'égard des Français et qui se traduit, à Niamey notamment, par des manifestations hostiles que la communauté française de ce temps paie au prix fort est en réalité très largement due à ce passé. Alors que la Libye de Mouammar Kadhafi était une

nation certes anti-démocratique mais forte, stable et donc capable de faire régner l'ordre dans cette sous-région, elle est devenue après sa chute un pays faible, instable, divisé sur le plan interne, ce qui a permis aux tenants de l'extrémisme religieux venus du Proche et du Moyen-Orient d'imposer plus ou moins leur loi aux populations du Sahel.

Les mois et les années à venir diront pourquoi l'ancien président Nicolas Sarkozy a agi comme il l'a fait vis-à-vis du « Guide » libyen qu'il avait pourtant longuement courtoisé au point de le recevoir à Paris avec faste durant son mandat. Et la justice française, qui instruit plusieurs procès contre lui, se chargera très certainement elle-même un

jour ou l'autre de dévoiler les causes réelles qui ont amené le locataire de l'Élysée, indirectement certes mais clairement, à mettre fin aux jours du Guide sous prétexte de faire de la Libye une démocratie à l'occidentale.

En attendant que la vérité s'impose et que les juges français en tirent les conclusions, mieux vaut regarder la vérité en face afin de soutenir les régimes de la région qui dans le moment présent s'efforcent de restaurer la paix sur toute l'étendue de leur territoire. Et, de ce fait, prendre les dispositions qui aideront les populations de cette partie du monde à mieux se protéger contre les extrémismes religieux qui les menacent.

**Jean-Paul Pigasse**